



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

<https://nouveupartianticapitaliste.fr/>

Lundi 9 janvier 2023

Faire battre en retraite Borne, Macron et le Medef !

C'est donc mardi que Borne doit mettre les dernières paroles sur la ritournelle gouvernementale et patronale qu'on connaît déjà par cœur depuis des mois concernant l'avenir de nos retraites. Le suspense est quand même de plus en plus éventé. L'âge légal de la retraite sera-t-il repoussé « seulement » à 64 ans, car « 65 ans n'est pas un totem » ? Y aura-t-il aussi une généralisation de l'allongement de la durée de la cotisation à 43 ans bien avant 2035 (déjà prévus par la loi Touraine pour les générations nées après 1973) ? Le gouvernement aura-t-il recours au 49.3 ?

Tant de questions pour une seule réponse : c'est NON !

Non, les caisses de retraite ne sont pas déficitaires. Elles étaient excédentaires de 2,6 milliards d'euros en 2021 et de 3,7 milliards d'euros en 2022. Non, rien n'assure qu'elles le seront en 2032, car nos luttes collectives pourraient faire inverser la tendance de la politique de l'État qui réalise tellement d'économies sur l'ensemble des salaires des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers qu'il creuse le déficit des caisses. Et non, même un déficit annoncé pour 2032 de 17 milliards, ne serait pas « abyssal » car il ne représenterait que 5 % d'un budget global de 330 milliards pour les caisses de retraite. En augmentant de 5 % les salaires, ce serait automatiquement comblé !

Pourquoi tant de mensonges et d'acharnement depuis des décennies ?

Augmenter l'âge légal du départ à la retraite, c'est accroître le « chômage des seniors », qui auront de moins en moins de droits, seront pauvres et toucheront une retraite amoindrie, si les difficultés de leur vie ne les ont pas tués avant. Augmenter le nombre d'annuités nécessaires pour une retraite à taux plein, c'est baisser la pension de ceux qui partent quand même à l'âge légal. Cela vise à diminuer les dépenses des caisses de retraite, tout en permettant aux fonds de pension privés de drainer l'épargne de ceux qui ont des salaires suffisants pour mettre de côté.

C'est une façon de diminuer la part de la classe ouvrière dans le revenu national, augmentant mécaniquement d'autant celle de la bourgeoisie. Alors quand c'est Ciotti, le chef de LR, qui annonce vouloir contribuer à « atténuer la brutalité de la réforme », il y a de quoi s'inquiéter !

L'inquiétude peut changer de camp !

La « réforme » devait être annoncée mi-décembre, déjà bien plus tard que prévu : les grèves dans les raffineries en septembre ont perturbé le calendrier gouvernemental. Puis nouveau report à ce mardi, pour une présentation du projet de loi au conseil des ministres le 23 janvier, afin que Borne puisse avoir le soutien de la droite et éviter le 49.3... peut-être !

Autant de reports qui sont surtout symptomatiques de la fièvre du gouvernement, qui sait que non seulement son projet de loi est très impopulaire, mais qu'il n'est soutenu à l'heure actuelle par aucune organisation syndicale... et que le mécontentement social contre la vie chère et les salaires de misère est déjà tellement grand que tout pourrait s'embraser.

D'après un sondage Ifop daté du 4 janvier, 52 % des personnes interrogées souhaitent que la France connaisse dans les prochains mois une explosion sociale ! Alors soufflons sur la braise partout, sur nos lieux de travail et d'études, discutons de la nécessité d'un mouvement d'ensemble, d'un plan de bataille pour gagner, sans qu'aucune de nos forces ne soit dispersée par les logiques boutiquières des directions syndicales. Participons à toutes les initiatives de mobilisation qui auront lieu, notamment la manifestation du 21 janvier à Paris appelée par les organisations de jeunesse.

Regroupons-nous en assemblées générales, rejoignons celles et ceux qui sont en grève pour de meilleurs salaires ou des embauches. Salaires, retraites, conditions de travail, il faut que ça pète, ça ne peut plus durer !

Retrouvez la presse du NPA
en ligne et sur les réseaux sociaux



De l'argent, il y en a...

Les NAO 2023 sont censées avoir commencé fin décembre, mais le Père Noël ne nous a rien amené... à part de l'inflation. Le père de Meo, lui, s'apprête fièrement à offrir aux actionnaires 5 % de marge opérationnelle. De quoi remplir le frigo et faire le plein sans souci, même à 2 € le litre de carburant !

Ce n'est pas en quémandant des miettes aux patrons qu'on obtiendra de quoi vivre correctement, mais en les forçant à nous payer ce qu'ils nous doivent. Et qu'ils ne viennent pas nous raconter qu'ils n'ont pas les moyens d'augmenter les salaires !

Déformation professionnelle

Juste avant la fin de l'année, la direction a fait du forcing pour que certains salariés s'inscrivent à des formations en e-learning. Rien à voir avec notre reconversion, c'était seulement pour atteindre ses objectifs internes. À quoi ces formations vont servir en réalité, la direction s'en moque...

De la formation, il en faut, pour nous reconvertir sur de vrais postes, pas pour améliorer les statistiques !

Le scandale de la bonne santé capitaliste

Cette année encore, à l'heure des bilans et des bons vœux, les entreprises du CAC 40 annoncent qu'elles ont battu tous leurs records pour l'année 2022. Les actionnaires ont récupéré 80 milliards d'euros : les niveaux les plus hauts jamais enregistrés.

Pas étonnant que Macron nous pousse à travailler plus, y compris jusqu'à la mort sans retraite : c'est l'exploitation capitaliste qui grossit les magots patronaux. Fortunes indécentes d'un côté, galère devant l'inflation à deux chiffres du paquet de spaghettis de l'autre. Ça ne peut pas durer !

Amazon prime, option licenciements

18 000 suppressions de postes partout dans le monde : Amazon vient d'annoncer le plan de licenciements le plus massif de son histoire.

Après avoir arrosé ses actionnaires de milliards de dollars pendant des années, l'entreprise fait payer cash le moindre ralentissement de l'activité à... ses salariés. Le capitalisme « 2.0 » n'a pas changé de système d'exploitation.

Terrorisme à géométrie variable

Suite à l'attentat du 23 décembre, lors duquel trois militants kurdes ont été tués par un terroriste d'extrême droite, on découvre la manière dont police et justice ont géré ses antécédents. Après avoir attaqué au sabre un campement de migrants un an plus tôt, l'auteur de la tuerie n'avait même pas été inscrit au fichier des interdits de port d'arme et possédait un véritable arsenal.

Voilà qui est révélateur de la manière dont l'État considère le danger représenté par l'extrême droite.

Chlordécone partout, justice nulle part

Deux juges d'instruction viennent de prononcer un non-lieu dans l'affaire du chlordécone, ce pesticide utilisé dans les bananeraies antillaises jusqu'en 1993 sur dérogation ministérielle, alors que l'Organisation mondiale de la santé l'avait classé cancérigène possible... en 1979 ! Plus de 90 % de la population de Martinique et de Guadeloupe est contaminée, avec un taux d'incidence du cancer de la prostate parmi les plus élevés au monde.

Les associations de victimes ont décidé de faire appel. L'État colonial français doit reconnaître sa responsabilité, indemniser les victimes et se donner tous les moyens d'effacer les résidus de cette pollution criminelle. La plainte déposée en 2006 pour « empoisonnement » et « mise en danger de la vie d'autrui », ne doit pas rester sans réponse.

Omar Sy tire où ça fait mal

L'acteur Omar Sy est l'objet d'une avalanche d'attaques sur les réseaux sociaux de la part de la droite et de l'extrême droite. Son crime : s'être étonné, dans les colonnes du Parisien, du fait que l'opinion publique (influencée largement par les médias et la propagande officielle) se sente plus touchée par la guerre en Ukraine que par d'autres conflits dans le monde, notamment en Afrique.

Et il a raison. Un exemple : les autorités privilégient ouvertement l'accueil des réfugiés ukrainiens aux dépens de ceux qui ont la peau plus sombre et viennent d'Afrique ou du Moyen-Orient.

C'est ce qu'on appelle du racisme d'État. Et si les attaques visent Omar Sy, un comédien d'origine africaine, ce n'est bien sûr pas anodin.

Les profits avant la santé publique

Le concept du « Dry January » est simple : un mois sans alcool après les fêtes de fin d'année. Certes, ce n'est pas une telle campagne qui va vraiment limiter le fléau de l'alcoolisme, responsable de plus de 40 000 décès par an en France. Mais même si elle est un peu dérisoire, cette campagne suscite l'opposition des lobbys de l'alcool, en premier lieu du vin.

Les industriels ont lancé une contre-campagne de pub : le « Damp January », avec une nouvelle gamme d'alcool censés être moins forts, pour inciter la population à continuer de boire... Et tout cela avec le soutien du gouvernement et de Macron, qui les défend systématiquement malgré les conséquences sanitaires.

Résultat : le Dry January n'obtient aucun soutien gouvernemental, ni financement officiel. De là à dire que nous sommes gouvernés par les lobbies...

Facebook
NPA L'Étincelle - Renault Lardy

